

Le tableau noir de la direction

Les mois passent et à chaque fois, c'est le même rituel : les chiens aboient et la caravane du CSE continue sa route.

L'instance n'est toujours pas respectée et, malgré le scénario catastrophe envisagé par la réforme Dati, nous ne sommes toujours pas info-consultés sur la fusion France 3-France Bleu.

Devrons-nous aller en justice, comme nos confrères de France Bleu, pour faire respecter le droit ?

Cette réforme tente de passer en force à l'Assemblée au détriment d'une grande majorité des salariés opposés à une fusion.

Et avant même que cette réforme soit mise en place, des économies sont toujours exigées dans un réseau qui a pourtant fait ses preuves dans ce domaine d'exigence. Des économies qui se traduisent en 2024 en plus avec une compression brutale d'effectifs jamais connue à ce jour.

Des audiences en berne et loin des excellents chiffres que nous obtenions dans nos régions avant Tempo, puis ICI, de funestes projets qui ont tué notre identité et piétiné sans vergogne l'histoire de la télévision régionale.

Alors que l'info de proximité est plébiscitée par nos téléspectateurs, la réponse de nos dirigeants est mortifère. Leur communication est déconnectée des réalités de terrain que nous vivons au quotidien. Aujourd'hui, la télévision régionale s'éloigne des aspirations du service public que nous devons aux citoyens en désir d'être informés au plus près.

La baisse des effectifs sans consultation des élus constitue aussi, en soi, un grave délit d'entrave. En fait, vous, direction, persistez et insistez pour entraver l'instance et critiquer sans cesse le rôle des élus. Vous le soufflez sournoisement à certains salariés. Notre rôle, rappelons-le, est de défendre l'intérêt des salariés, cette mission vous incombe aussi et vous passez outre et au-delà de votre obligation légale de sécurité au travail. C'est irresponsable et insupportable.

Alors oui, nous vous le disons fermement : cessez ce jeu mesquin avec nous ! Notre avenir se joue en dehors de cette entreprise et vous continuez de regarder ailleurs, alors que la maison brûle.

C'est un déni de transparence, un simulacre de dialogue social auquel vous vous prêtez et cela, nous ne l'acceptons plus.

Paris, le 16 avril 2025